

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas répondu à la question quant à l'urgence du débat. Il a tenté de justifier son geste. Il prétend qu'il n'a créé aucune confusion, mais je ne suis pas de cet avis. Il est très urgent que nous discutons de cette question maintenant, qu'une occasion nous soit donnée ou non d'en discuter dans l'avenir à la suite de négociations. Cela n'est pas très précis et nous ignorons quand ou dans quelles circonstances une occasion se présentera d'examiner la question qui se pose maintenant. J'insiste auprès de Votre Honneur sur la nécessité de discuter de la question immédiatement vu qu'elle se pose par suite des paroles du ministre à l'appel des motions, alors que le marché est ouvert. Il a dit que cette question serait examinée avec les représentants des provinces, mais cela serait en soi l'occasion d'autres fuites. C'est à la Chambre même que les questions de ce genre devraient être examinées. C'est ici qu'elles doivent être débattues. La mesure est suspecte et la façon dont on a procédé laisse à désirer. Les marchés sont ouverts et toutes sortes de choses sont à craindre. Cette action est blâmable. Vu les autres questions dont la Chambre est saisie et qu'elle doit examiner maintenant, je supplie Votre Honneur de juger cette motion recevable.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, je dois dire que la conduite du gouvernement aujourd'hui ferait retrouver la parole à un député muet. (*Applaudissements*) Je n'ai jamais rien vu de semblable. Je doute qu'il y ait un exemple de ce genre ailleurs. Le gouvernement a accumulé les bévues et il déclare maintenant, par suite des bévues accumulées jusqu'à ce jour, que le Parlement n'aura pas maintenant le droit de discuter ce que le gouvernement entend faire. Le ministre prétend que l'occasion nous sera offerte de débattre cette question la semaine prochaine, après avoir tenu des consultations avec les membres de l'opposition. Quelles balivernes!

Le ministre dit que de temps à autre, lorsqu'il annonce son intention de déposer un budget, un sentiment d'incertitude se répand naturellement au pays, mais cela ne se compare pas à la situation actuelle. Ce qui s'est passé aujourd'hui il y a à peine quelques heures, a-t-il porté le gouvernement à se ressaisir? Le gouvernement refuse simplement de dire aux Canadiens ce qui s'est passé.

L'initiative du gouvernement aujourd'hui entraînera des résultats inimaginables si l'on

[L'hon. M. Sharp.]

ne tient pas un débat pour tirer cela au clair. Si le gouvernement sait dans quelle voie il s'engage, il devrait nous le dire. Le silence ne peut mener qu'à l'incertitude et à une situation financière qui ne s'est jamais vue au Canada. Pourquoi le gouvernement ne parle-t-il pas franchement et ne nous expose-t-il pas les faits? Pourquoi le ministre prétend-il que les événements qui se sont déroulés récemment, nécessitent une hausse d'impôt pour faire face à une situation qui évolue et s'amplifie à un rythme effréné depuis un an? Pourquoi ce mutisme?

Je signale au gouvernement et à vous, monsieur l'Orateur, qu'il est opportun de tenir un débat. Autrement, le pays en souffrira comme jamais auparavant.

• (11.50 a.m.)

Puis le ministre a l'audace de dire que l'opposition est à blâmer. Nous sommes à blâmer d'oser interroger le gouvernement. Le ministre a ouvert la porte, il a tiré le rideau. Tout le monde sait que le gouvernement a des difficultés depuis six mois, mais le ministre est allé son petit bonhomme de chemin. Il annonce aujourd'hui que la semaine prochaine, ou un jour à venir, il va faire part au Parlement et au peuple des renseignements qu'ils ont le droit de connaître aujourd'hui même. Si jamais il a été urgent de débattre une question, monsieur l'Orateur, c'est bien maintenant. Il ne devrait pas y avoir de délai jusqu'à la semaine prochaine avant de remettre à la Chambre les données que le ministre doit avoir. La crise a-t-elle surgi alors que certains ministres étaient presque sur le point de quitter la capitale, en avion ou autrement? On les a rappelés. Ils sont revenus. Il ne peut y avoir de délai jusqu'à la semaine prochaine.

Qu'est-il arrivé? Pourquoi le ministre ne nous dit-il pas aujourd'hui ce qui s'est produit au cours des dernières heures et qui apparemment le pousse de façon désordonnée à sonner le glas du gouvernement parlementaire? Il doit le savoir maintenant. Nous avons le droit d'obtenir ces renseignements, monsieur l'Orateur. S'il y a jamais eu des circonstances où non seulement il y a une question urgente, mais aussi la tenue d'un débat urgent, ce sont celles-ci. Attendons encore 4 ou 5 jours et le pays sera dans le chaos. (*Applaudissements*)

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, après avoir écouté l'ancien premier ministre du Canada, je serai très bref. J'ai deux considérations à présenter à la